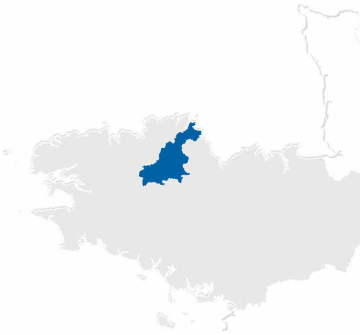


ÉCONOMIE | GUINGAMP-PAIMPOL AGGLOMÉRATION

PREMIER SEMESTRE 2026 :

UNE CROISSANCE QUI PERDURE DANS UNE CONJONCTURE NATIONALE AU RALENTI

#8 I Novembre 2026 **OBSERVATOIRE I** Note de conjoncture



Crédit : Paimpol - Andreas Weilguny - Unsplashed

Chiffres clés à la fin du 1er semestre 2026

(Évolution par rapport au 1er semestre 2025)

60 salariés privés en plus
+0,4 % en un an
(+0,2 % en Bretagne)
Source : Urssaf

les + les − les =

En hausse :
- Administration, santé, social
- Commerce de détail et automobile
- Industrie agroalimentaire et autres industries

En baisse :
- BTP
- Hôtellerie - restauration
- Conseil, ingénierie, recherche

22 procédures collectives
(stable)
Source : Capfinancials

7,5 % de taux de chômage
au 2e trimestre 2026
+0,5 point dans la zone d'emploi de Guingamp
(6,8 % en Bretagne,
+0,7 point en un an)
Source : Insee

5 441 demandeurs d'emploi
dans les catégories A, B et C au
2e trimestre 2026
Source : Dreets Bretagne

Au 1er semestre 2026, l'économie française est au point mort. Le niveau de chômage flambe (+0,8 point en un an en France) et l'emploi salarié privé a reculé de -0,3 %, une baisse observée dans 71 départements français. Les Côtes-d'Armor font pourtant partie des rares départements où le chômage progresse moins vite et où l'emploi salarié continue de croître.

Cette relative bonne santé économique n'exonère cependant pas l'agglomération de Guingamp-Paimpol de difficultés. Le tissu économique local reste fragile, en raison d'un ralentissement progressif des investissements des entreprises comme des ménages. Ces derniers réduisent également leur consommation courante face à l'explosion du prix de l'énergie dont ils sont particulièrement dépendants, ce qui pourrait entre autres avoir des répercussions négatives sur le commerce et l'artisanat local.

ADEUPa BREST • BRETAGNE

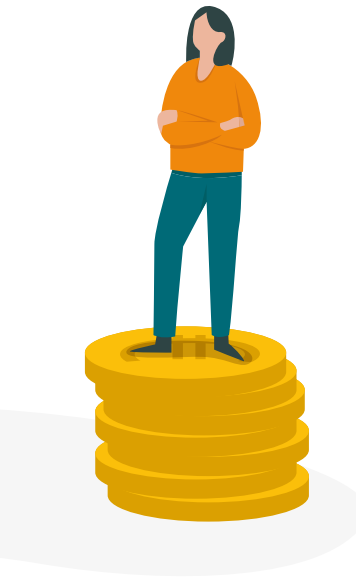
Activité économique

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES : UNE RÉSILIENCE MONDIALE QUI SE CONFIRME, MAIS UNE FRANCE À CONTRE-COURANT

Comme l'année précédente, 2026 s'inscrit dans un environnement international marqué par le cumul des crises : conflits armés, dont la guerre au Moyen-Orient, tensions commerciales, aléas climatiques et énergétiques. L'activité mondiale fait pourtant preuve de résilience, soutenue par les investissements massifs dans l'intelligence artificielle (IA), qui ont joué un rôle d'amortisseur. Dans ses perspectives d'octobre dernier, le FMI relève ainsi légèrement sa prévision de croissance mondiale pour 2026 (3,1 %) et celle de la zone euro (+1,1 %).

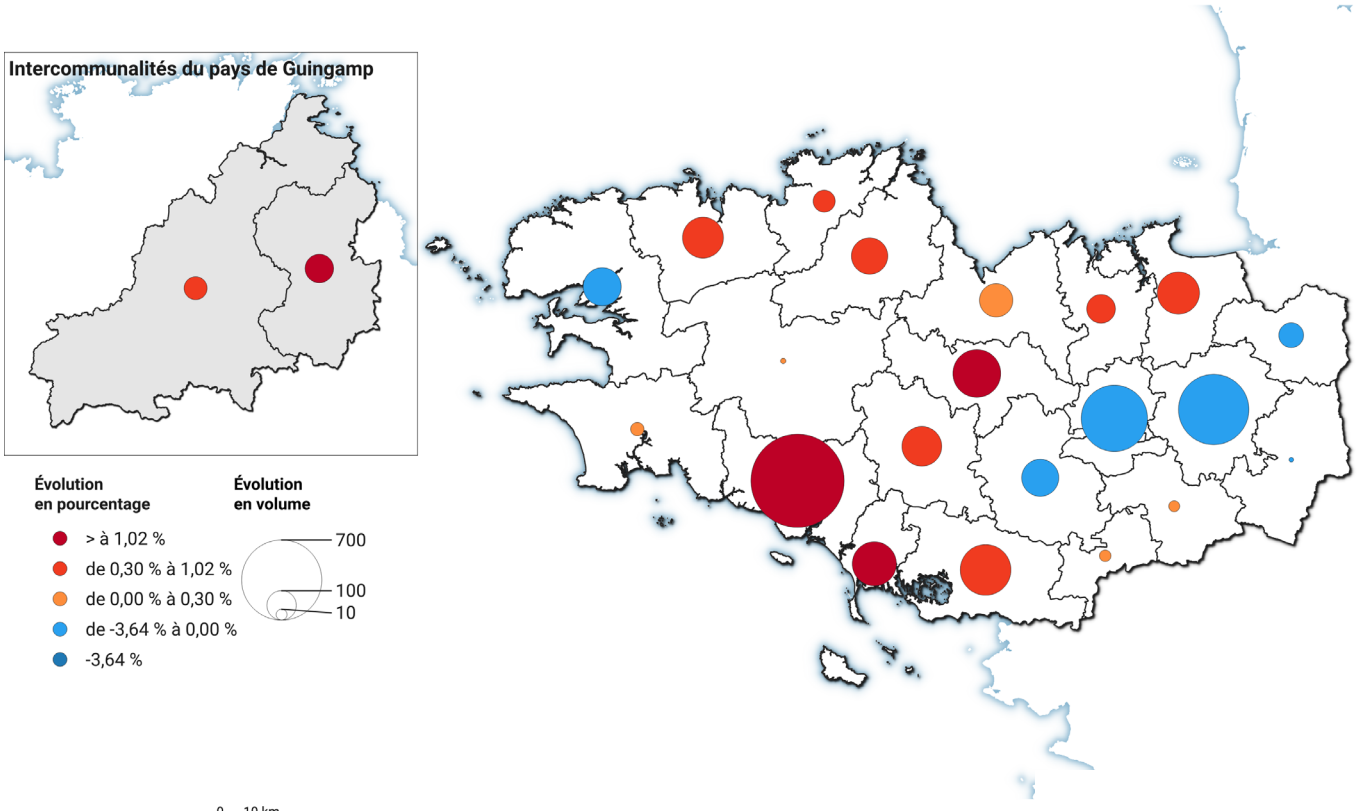
Le FMI souligne toutefois que les marges d'ajustement qui ont soutenu cette résilience sont limitées. Une escalade des conflits, une réévaluation des attentes liées à l'IA, un regain des tensions commerciales ou des vulnérabilités budgétaires pourraient freiner la croissance, alors que les prix de l'énergie restent élevés et que l'inflation repart à la hausse.

La France fait exception, avec une croissance attendue à 0,4 % en 2026 et 0,7 % en 2027 (révisée de 0,2 point à la baisse), s'expliquant par des impacts climatiques estivaux majeurs ainsi qu'une forte incertitude politique et budgétaire.



Une activité économique toujours créatrice d'emplois

Figure 1 – Variation de l'emploi salarié privé à Guingamp-Paimpol Agglomération entre les 2es trimestres 2025 et 2026

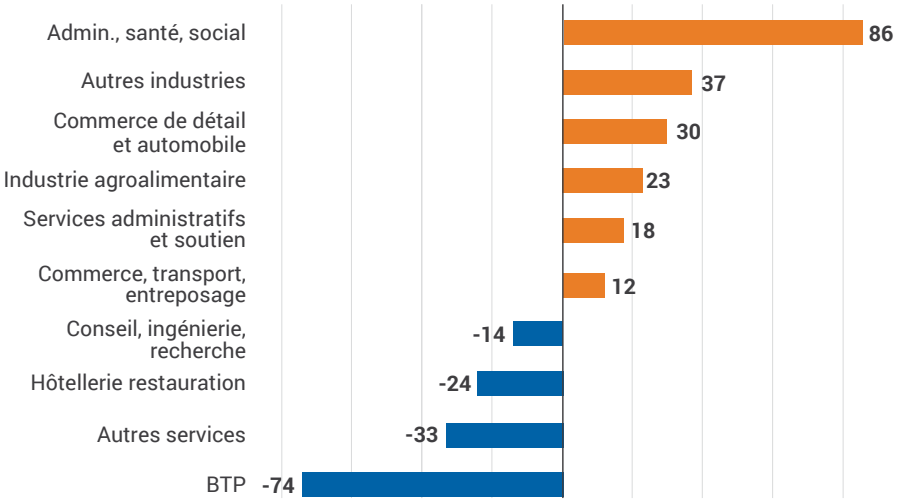


Source : Urssaf - Traitement Adeupa

L'activité économique de Guingamp-Paimpol poursuit sa marche en avant. En effet, le niveau de l'emploi salarié privé progresse de +0,4 % durant ce premier semestre 2026, soit l'équivalent d'une soixantaine d'emplois. Le secteur de l'administration, santé, social observe la plus forte hausse (+86 emplois), même si en parallèle, l'industrie, incluant l'agroalimentaire, connaît également une progression significative (+60 emplois). Les secteurs du commerce de détail et automobile, des services administratifs et de soutien (+18 emplois) sont aussi en légère croissance. Le domaine du commerce, transport, entreposage (+12 emplois) bascule dans le positif après plusieurs semestres de baisse d'activité liée au déménagement des activités logistiques de Lidl sur le territoire de Leff Armor Communauté.

En revanche, le secteur du BTP observe un recul net de ses effectifs (-74 emplois) après plusieurs semestres déjà inscrits à la baisse. L'hôtellerie restauration montre également des premiers signes de fragilité (-24 emplois), bien que le volume d'emplois du secteur reste à un haut niveau comparativement aux années précédentes.

Figure 2 – Évolution de l'emploi salarié privé par secteur à Guingamp-Paimpol Agglomération entre les 1ers semestres 2025 et 2026



Source : Acoss-Urssaf - Traitement Adeupa

le niveau de l'emploi salarié privé progresse de +0,4 % durant ce premier semestre 2026, soit l'équivalent d'une soixantaine d'emplois.

Une fréquentation touristique stable, des retombées économiques fragilisées

Comme l'ensemble du territoire français, la Bretagne a connu un niveau d'ensoleillement inédit durant l'été 2026, marqué par des vagues successives de canicules. Ces conditions climatiques extrêmes n'ont pas véritablement permis à Guingamp-Paimpol Agglomération, ni autres destinations bretonnes, de doper leur activité touristique. Au contraire, GPA a enregistré 2 millions de nuitées entre janvier et août, soit une baisse d'1 % par rapport à l'année précédente.

Le bord de saison, d'avril à juin, fait état d'un recul des nuitées de -2 % en un an au sein de l'agglomération. Les vacances de Pâques ont moins drainé de touristes, probablement en raison d'un week-end pascal placé en amont des vacances scolaires. En revanche, le mois de mai s'affirme de plus en plus comme un incontournable du calendrier (+5 %), grâce à des ponts qui étaient, cette année, encore favorables aux week-ends prolongés.

La clientèle étrangère, qui représente un peu moins d'un quart des nuitées, s'est stabilisée. Les Britanniques (-26 %) et les Néerlandais (-12 %) ont été moins présents, contrairement aux Allemands (+8 %) et aux Belges (+16 %). Les Polonais (+28 %), les Américains (+19 %) ainsi que les Espagnols (+20 %) ont en tendance davantage séjourné sur le territoire que l'année précédente.

La période estivale a été quant à elle plus prolifique, notamment durant le mois de juillet, en hausse de +6,1 % par rapport à l'année précédente. Néanmoins, si les hébergeurs affichent un bon niveau de satisfaction, c'est moins le cas des autres professionnels du tourisme qui ont pâti de l'adaptation des touristes aux fortes chaleurs. Les activités de loisirs et de restauration ont été les principales variables d'ajustement des vacanciers. À l'échelle bretonne, la moitié des professionnels de loisirs et de la restauration témoignent d'une baisse de leur chiffre d'affaires cet été. Leur activité est aussi de moins en moins prévisible au regard de réservations de plus en plus tardives. Cette mouvance s'inscrit de surcroît dans une logique d'arbitrage budgétaire[1] des ménages qui déclarent devoir renoncer à certaines dépenses en raison de la pression exercée sur leur pouvoir d'achat

Figure 3 – Nombre de nuitées touristiques dans Guingamp-Paimpol Agglomération en 2026

Mois	Nombre de nuitées	Évolution par rapport à l'année précédente (en %)
Janvier	79 681	0,00 %
Février	87 802	-10,70 %
Mars	95 337	-5,00 %
Avril	201 152	-12,30 %
Mai	233 152	5,20 %
Juin	231 212	1,00 %
Juillet	500 521	6,10 %
Août	618 383	-3,10 %

Source : Côtes d'Armor Destination - Armorstat à partir des données Flux Vision Orange

1. Un tiers des ménages affirme avoir réduit le budget alloué à ses vacances par rapport à 2025.

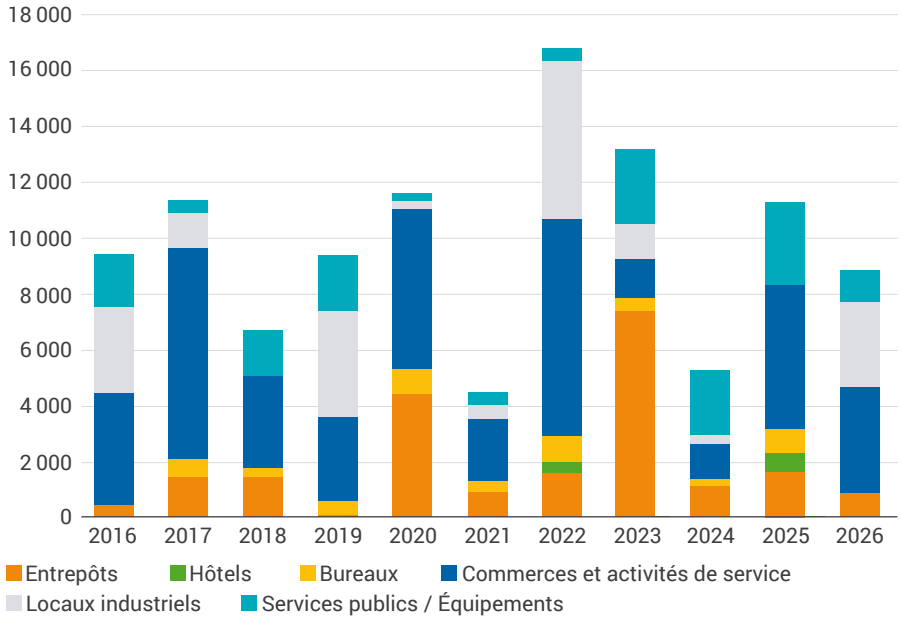
Immobilier d'entreprise : un recul modéré des investissements

Le volume de surface de locaux autorisés atteint près de 9 000 m² au 1er semestre 2026, soit un recul d'environ 20 %. L'activité du semestre s'inscrit légèrement en deçà de la moyenne observée durant les dix dernières années.

Parmi les projets d'investissement du semestre, un complexe multi-activités incluant bowling, padel et divers loisirs devrait sortir de terre dans la zone de Saint-Loup à Pabu. Cet espace devrait répondre à une attente de la part des jeunes habitants du territoire notamment.

Les autres principaux permis délivrés ce semestre concernent surtout des locaux à vocation industrielle. L'entreprise Entremont renforce son site de Saint-Agathon avec une extension de près de 1 700 m² pour un investissement total de 10 M€ dans une chaufferie biomasse, co-financé par l'Ademe. Elle vise à réduire la dépendance du site en énergie fossile, ainsi que les émissions de CO_2 générées par l'activité. La Cooperl Arc Atlantique a également déposé un permis d'environ 650 m² sur son site de Grâces. Ces divers projets témoignent du maintien des investissements des acteurs agroindustriels du territoire.

Figure 4 – Surface de locaux d'activité autorisée (en m²) au 1er semestre à Guingamp-Paimpol Agglomération



Source : SDES Sit@del

Ces divers projets témoignent du maintien des investissements des acteurs agroindustriels du territoire.

Principaux permis autorisés au 1er semestre 2026 (surface autorisée > 500 m²)

- **Theffo Land, zone de Saint-Loup, Pabu,** 3 307 m² (commerce)
- **Entremont, ZI de Bellevue, Saint-Agathon,** 1 678 m² (industrie)
- **SCI CT2M, Placen Cren, Ploëzal,** 671 m² (industrie)
- **Cooperl Arc Atlantique, ZI de Grâces, Grâces,** 646 m² (industrie)



Crédit : Adeupa

Centre-bourg, Saint-Agathon

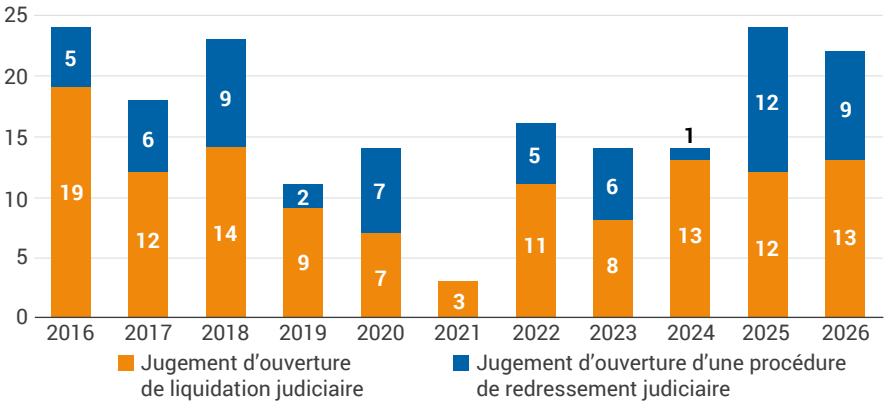
Léger recul des défaillances dans un contexte national dégradé

Après avoir atteint au 1er semestre 2025 son plus haut niveau de défaillances d'entreprises depuis 10 ans, l'économie locale a enregistré un léger recul des procédures collectives ce semestre. Celles-ci demeurent à un niveau élevé, démontrant les difficultés durables rencontrées par les entreprises dans une économie qui tourne au ralenti. Les commerces et services commerciaux ainsi que les activités artisanales sont les plus touchés en raison de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et de la consommation.

Quelques PME ont également été placées sous la protection du tribunal de commerce à l'instar d'Eurosubstrat (Callac), spécialisée dans la production de champignons exotiques, mais dont les difficultés sont davantage liées à des pannes répétées de l'outil industriel qu'à une baisse de l'activité. Rappelons que l'entreprise avait été rachetée par le fonds régional d'investissement Breizh Rebond pour soutenir les projections de croissance d'activité liée à la végétalisation de l'alimentation.

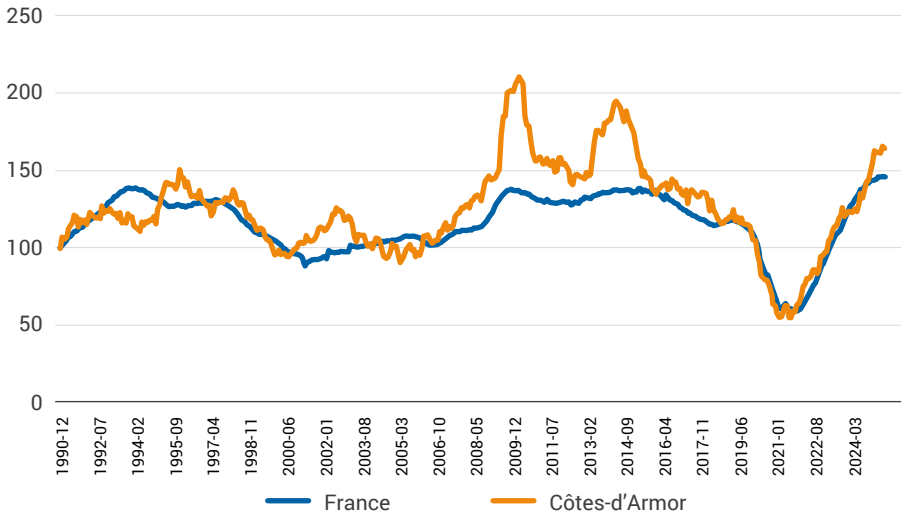
La trajectoire actuelle démontre quand même une certaine robustesse de l'économie costarmoricaine dans son ensemble. À l'échelle départementale, les défaillances d'entreprises enregistrées sur 12 mois ont reculé de près de -10 % par rapport à la situation observée en juin 2025. A contrario, le volume de défaillances mesuré à l'échelle nationale a continué de progresser de l'ordre de +5 %. La conjoncture économique française continuant de s'enliser, les fragilités des entreprises pourraient s'accentuer dans les mois à venir et rebattre les cartes, y compris aux échelles locales.

Figure 5 – Nombre d'ouvertures de procédures de liquidation judiciaire et de redressement au 1er semestre à Guingamp-Paimpol Agglomération



Source : CapFi - Traitement : Adeupa

Figure 6 – Défaillances d'entreprises sur 12 mois en Côtes-d'Armor par rapport au niveau français sur une base 100



Source : Banque de France - Traitement Adeupa



La trajectoire actuelle démontre quand même une certaine robustesse de l'économie costarmoricaine dans son ensemble.

Marché de l'emploi



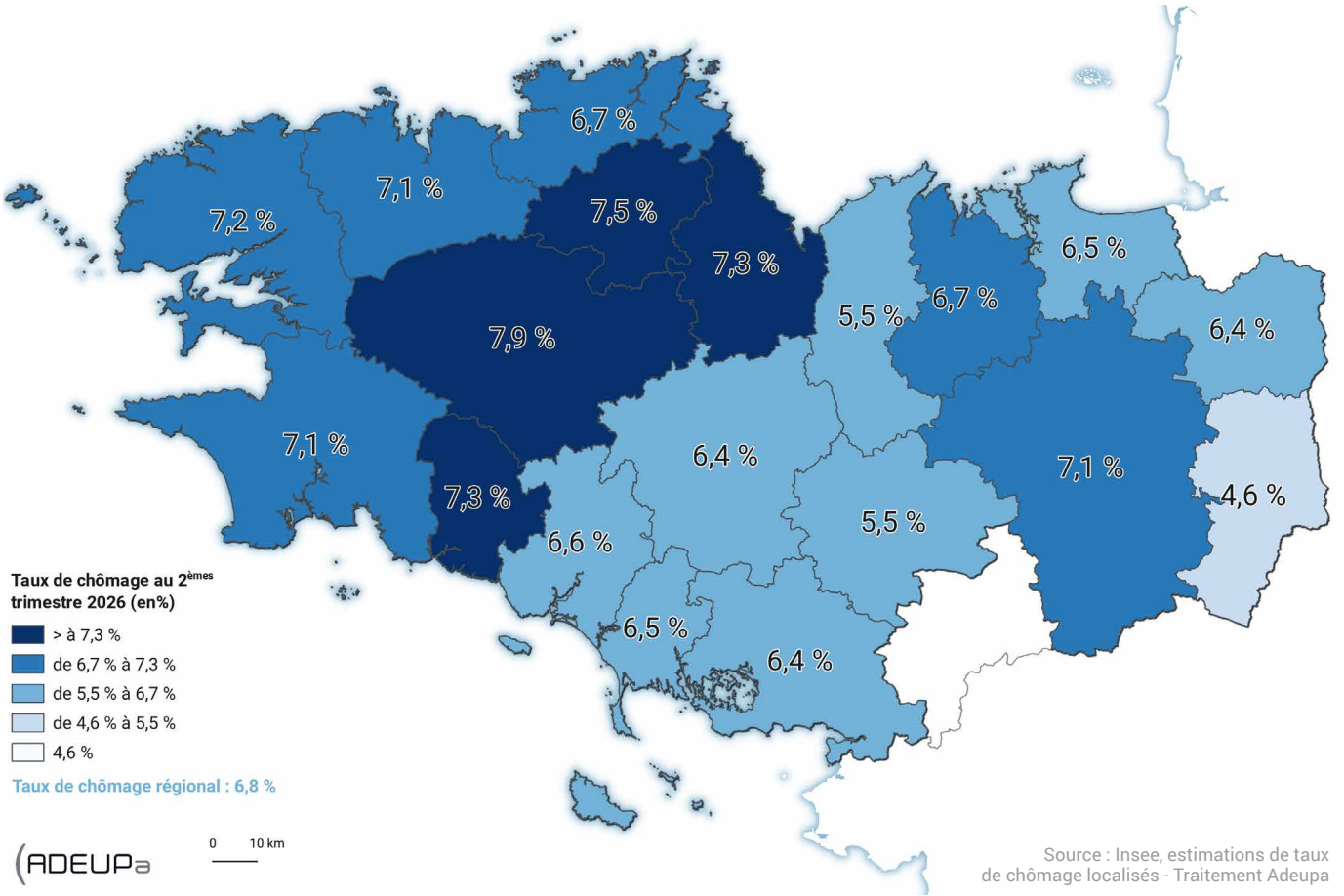
L'Ouest breton décroche, les métropoles en délicatesse

Avec 6,8 % de taux de chômage au 2e trimestre 2026, la Bretagne reste, aux côtés des Pays de la Loire, la région la plus performante sur le plan du chômage. Celui-ci a néanmoins fortement progressé durant l'année (+0,7 point), légèrement moins rapidement qu'en France métropolitaine (+0,8 point). La trajectoire française se dégrade sérieusement par rapport à celle de ses voisins européens pour lesquels la courbe du chômage reste quasi stable (+0,2 point). Les écarts se creusent petit à petit entre l'Ouest breton, qui pâtit d'une vraie résurgence du chômage (Brest, Quimper, Quimperlé) en plus des zones d'emplois déjà structurellement concernées par un haut niveau de chômage (Carhaix-Plouguer, Guingamp) et l'Est breton dont l'évolution du niveau de chômage est plus contenue (Vitré, Lamballe, Ploërmel).

En revanche, les écarts se réduisent au sein de l'Ouest breton. Bien qu'elle aussi touchée par une progression du chômage, la situation observée au sein de la zone d'emploi de Guingamp devient comparable avec celles de Saint-Brieuc, Brest voire Morlaix.

Les métropoles glissent progressivement en queue de peloton, en raison de leur dynamisme démographique pesant sur la demande d'emploi. Après plusieurs années de relative prospérité, celles-ci montrent désormais certaines difficultés pour maintenir une croissance économique à la hauteur de l'évolution de leur population active.

Figure 7 – Taux de chômage par zone d'emploi au 2e trimestre 2026



Source : Insee, estimations de taux de chômage localisés - Traitement Adeupa

Une demande d'emploi qui baisse, mais des inscrits de longue durée plus nombreux

Bien que les scénarios omphale de projections de la population produits par l'Insee fassent état d'un déclin à venir de la démographie locale, et particulièrement de la population active, le marché de l'emploi enregistre toujours de nombreuses nouvelles entrées d'actifs. D'une part, les jeunes en sortie d'études continuent d'arriver sur le marché de l'emploi, d'autre part, les seniors travaillent plus longtemps en raison de la réforme des retraites. Par ailleurs, la loi pour le plein emploi[2] diffuse progressivement ses effets. Les publics ciblés, tels que les bénéficiaires du RSA, sont à l'origine de près du quart de la hausse du taux de chômage à l'échelle nationale. Toutes ces composantes, auxquelles on peut ajouter le solde positif de nouveaux résidents sur le territoire, contribuent donc à la progression importante de la population active et créent un effet d'engorgement sur le marché de l'emploi, au regard d'une hausse limitée du nombre de postes offerts. Cette tendance devrait, a minima, se prolonger sur l'ensemble de l'année 2026.

Le volume de demandeur·euses d'emploi de catégorie A (-3,6 %), comme ABC (-1,7 %), s'inscrit toutefois à la baisse au sein de GPA. La croissance d'emploi qui se maintient localement, ainsi que la moindre arrivée de jeunes sur le marché par rapport aux métropoles et aux grandes agglomérations, expliquent probablement cette dissonance vis-à-vis des tendances nationale et régionale. Les profils de seniors (-5,4 %) et de jeunes de moins de 25 ans (-3,6 %) sont en recul. Les bénéficiaires du RSA (-14,5 %) affichent une baisse significative, ce qui démontre le contrecoup positif attendu sur le retour en emploi de ces publics cibles. En revanche, le nombre de chômeur·euses de plus d'un an progresse de plus de +8 % sur les listes de France Travail. Ces derniers représentent désormais 43 % de la demande d'emploi du territoire, ce qui indique un allongement de la durée moyenne d'inscription à France Travail. L'agglomération a aussi enregistré +25 % de travailleur·euses handicapés supplémentaires ce semestre.

2. Loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi - Légifrance.

Chiffres clés de la demande d'emploi dans Guingamp-Paimpol Agglomération :

2 523 demandeurs d'emploi de catégorie A

5 441 demandeurs d'emploi de catégories ABC

Demande d'emploi de catégorie A suivant les principaux profils :

Les femmes : 187 (47 % de la demande totale)

Les chômeurs de plus d'un an : 1 077 (42,7 %)

Les seniors : 784 (31,1 %)

Les jeunes de moins de 25 ans : 373 (14,8 %)

Les travailleurs handicapés : 422 (16,7 %)

Bénéficiaires du RSA : 495 (19,6 %)

Source : Dares - France Travail, STMT - Traitement : Dreets Bretagne

AVERTISSEMENT LOI PLEIN EMPLOI

Depuis janvier 2025, le champ d'inscription à France Travail s'est élargi avec l'intégration systématique de nouveaux publics, tels que les bénéficiaires du RSA, les jeunes suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap accompagnées par Cap Emploi. Cette refonte a entraîné la création de catégories spécifiques, comme la catégorie F dédiée à l'insertion sociale ou la catégorie G pour les bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. D'autre part, elle s'est accompagnée d'ajustements réglementaires successifs, qu'il s'agisse des règles d'actualisation au premier semestre 2025 ou de l'évolution du régime de sanctions en juin 2025. Ces modifications techniques et administratives créent des effets de rupture et de périmètre qui impactent la lisibilité des statistiques de la demande d'emploi. Par conséquent, l'évaluation de la dynamique conjoncturelle du marché du travail doit être réalisée avec précaution : l'arrivée progressive de ces nouveaux inscrits et la modification des règles administratives engendrent des dynamiques en partie artificielles des effectifs au cours de l'année 2025 et début 2026.

Les chômeur·euses de plus d'un an représentent désormais 43 % de la demande d'emploidu territoire, ce qui indique un allongement de la durée moyenne d'inscription à France Travail.



Crédit : Guingamp - Pascal Bernardon - Unsplash

Ménages

Les finances des ménages sur le fil du rasoir

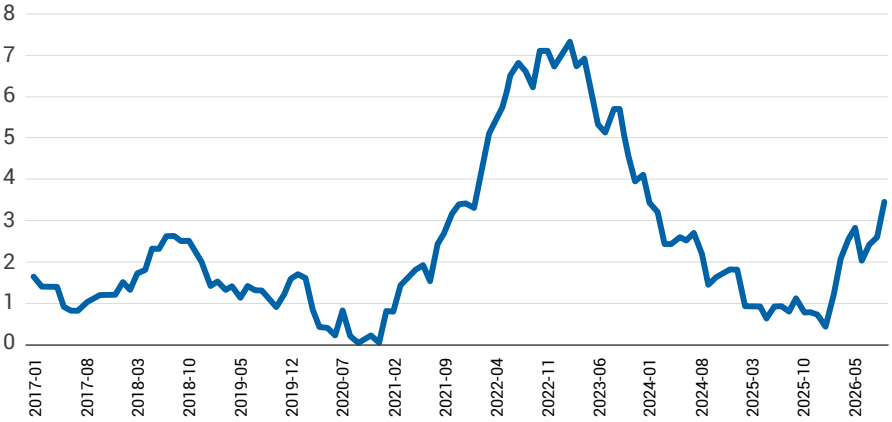
En France, en octobre 2026, la confiance des ménages se dégrade fortement, selon l'Insee. En s'établissant à 80, l'indicateur synthétique baisse de 5 points et atteint son niveau le plus bas depuis juin 2013. Sa dégradation qui continue tout au long de la première partie de l'année est également un signal fort, l'indicateur étant évalué à 92 en février. Il reste ainsi durablement sous sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2025). Parallèlement, l'indicateur synthétique de climat de l'épargne se dégrade à 118. S'il maintient un solde nettement au-dessus de sa moyenne de longue période, celui-ci perd deux points sur un mois.

Alors que la santé financière des ménages s'était plutôt stabilisée en 2025, des relents inflationnistes marquent le 1er semestre 2026. Le blocus opéré au niveau du détroit d'Ormuz influe directement sur les prix à la consommation en France, notamment sur l'énergie dont le coût a progressé de +20 % en un an. L'escalade du prix des produits frais (+10 %) a aussi largement contribué à l'accélération de l'inflation depuis le mois de janvier.



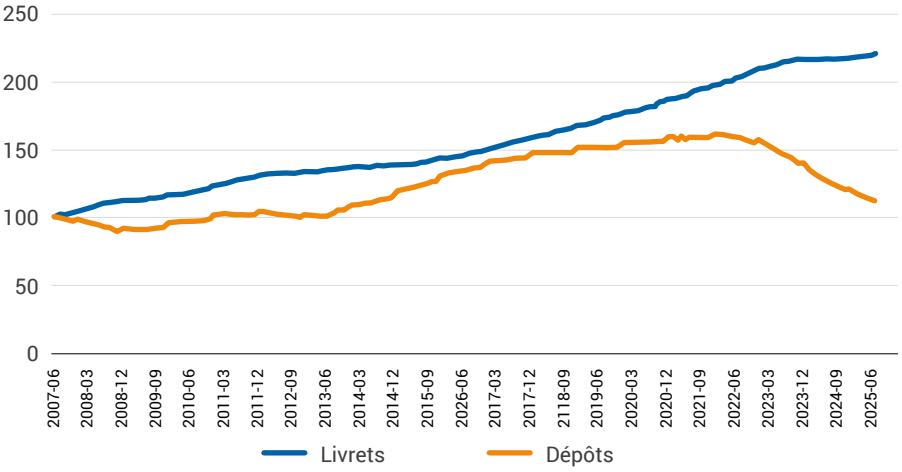
Les ménages de l'agglomération de Guingamp-Paimpol font partie de ceux qui sont plutôt exposés à la hausse des prix du carburant en raison de leur niveau de vie plus faible.

Figure 8 – Évolution, en glissement annuel, de l'indice des prix à la consommation



Source : Insee

Figure 9 – Évolution des principaux encours en crédits et placements liés à l'habitat en Côtes-d'Armor sur une base 100



Source : Banque de France - Traitement Adeupa

Les ménages de l'agglomération de Guingamp-Paimpol font partie, selon une étude de l'Insee[3], de ceux qui sont plutôt exposés (+3 % par rapport à la moyenne nationale) à la hausse des prix du carburant en raison de leur niveau de vie plus faible. Cette tension de plus en plus palpable sur les prix accentue les épisodes de pauvreté et élargit le spectre de ménages potentiellement victimes de ce genre de vulnérabilités. À l'échelle nationale, plus de 7 % de la population se trouve en situation de pauvreté continue, soit 3 points de plus qu'au début des années 2010. Des effets commencent à se faire ressentir sur le volume de dossiers de surendettement qui a augmenté de +10 % au 1er semestre 2026 en Côtes-d'Armor, ce qui correspond à une cinquantaine de dépôts supplémentaires effectués par les ménages locaux auprès de la Banque de France.

Par analogie, la capacité d'épargne des ménages s'en trouve limitée. En un an, les encours sur les livrets (+1,6 %) ainsi que dépôts (+1 %), à vue comme à terme, sont quasiment à l'équilibre. Si les Costarmoricains continuent d'épargner pour le moment, un retournement de situation est tout à fait envisageable si jamais l'inflation venait à perdurer.

3. Les dépenses de carburant pèsent davantage sur le budget des ménages ruraux, Sept 2026.

Fort recul des autorisations de logements

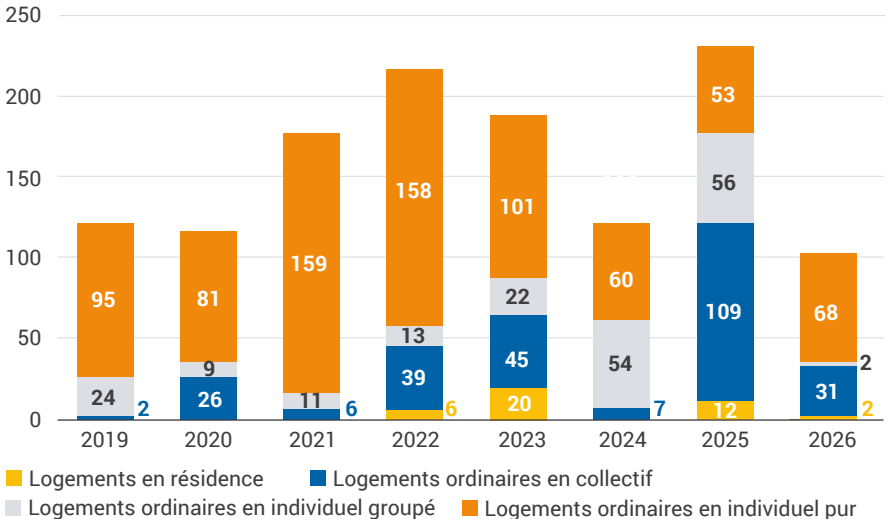
Après un 1er semestre 2025 relativement dense, le début d'année 2026 marque un nouveau coup d'arrêt dans la dynamique de permis de construire de logements. Il s'agit du plus faible niveau de délivrance pour un 1er semestre durant les vingt dernières années, quand bien même il se rapproche de celui de plusieurs millésimes récents (2018, 2019, 2020, 2024).

Le climat des affaires, relativement tendu s'agissant des entreprises du BTP, et le ralentissement des investissements des ménages n'empêchent toutefois pas le déploiement de programmes d'envergure.

Le renouvellement urbain du quartier de Kernoa à Paimpol, qui vise à réhabiliter environ 220 logements, a fait l'objet d'une autorisation complémentaire pour la construction de 19 logements neufs par le bailleur social Terres d'Armor Habitat. Cette opération devrait renforcer l'attractivité et l'offre de logements à loyers modérés pour les ménages disposant de faibles revenus.

> Le renouvellement urbain du quartier deKernoa à Paimpol devrait renforcer l'attractivité et l'offre de logements à loyers modérés pour les ménages disposant de faibles revenus.

Figure 10 – Nombre de logements autorisés à Guingamp-Paimpol Agglomération entre les premiers semestres 2019 et 2026



Source : SDES Sit@del - Traitement Adeupa

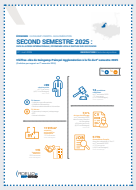


Crédit : Nicolas Creach

Kernoa, Paimpol

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



Observatoire de l'économie de Guingamp Paimpol Agglomération au 2d semestre 2025



Observatoire de l'économie de Lannion-Trégor Communauté au 1er semestre 2026



Observatoire de l'économie du pays de Morlaix au 1er semestre 2026

Et ailleurs

- Fonds monétaire international - octobre 2026 : https://www.imf.org/fr/publications/weo/issues/2026/10/13/world-economic-outlook-october-2026
- Insee, tableau de bord de la conjoncture en Bretagne : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121844

LES OBSERVATOIRES | **ÉCONOMIE**

Direction de la publication
François Rivoal

Réalisation
Quentin Delaune

Cartographie
Julien Florant

Relecture
Magali Can

Mise en page
Cubik communication

Contact
contact@adeupa-brest.fr

Dépôt légal
Novembre 2026

ISSN
2425-9608

Référence
26-166

AGENCE D'URBANISME DE BREST • BRETAGNE
18 rue Jean Jaurès - 29200 BREST
Tél. 02 98 33 51 71

www.adeupa-brest.fr

LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE